

FP

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 48.015/2
DU 19 AVRIL 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 23 mars 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "relatif à la protection des témoins menacés", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Dispositif

Article 2

(article 103, § 4, en projet du Code d'instruction criminelle)

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de préciser que l'article 103 a été rétabli par la loi du 7 juillet 2002 et modifié par la loi du 20 juin 2006.

2. L'avant-projet habilite le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur à prendre les mesures spécifiques, absolument nécessaires, en vue de garantir à tout moment la protection de l'identité et la sécurité des fonctionnaires de police visés aux paragraphes 2 et 3, alinéa 2, de l'article 103 du Code d'instruction criminelle, à savoir les fonctionnaires de police chargés de la coordination de la protection (service de protection des témoins au sein de la direction générale de la police judiciaire) et les fonctionnaires de police chargés de l'exécution de la protection (direction des unités spéciales de la police fédérale).

Or, en vertu de l'article 103, § 3, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, l'exécution de la protection, au sein de la prison, de personnes détenues est assurée par la direction générale des établissements pénitentiaires.

Il appartient au législateur d'examiner s'il n'y a pas lieu d'habiliter le ministre compétent à prendre les mesures spécifiques, absolument nécessaires, en vue de garantir à tout moment la protection de l'identité et la sécurité des agents visés au § 3, alinéa 1^{er}, de l'article 103 du Code d'instruction criminelle. En effet, même si ceux-ci ne

.../...

se trouvent pas dans la même situation que les fonctionnaires de police, il ne semble pas exclu que des mesures de protection, identiques ou non à celles applicables aux fonctionnaires de police, doivent être prises à leur égard.

Article 3

(article 104, § 1^{er}, 17/, en projet du même Code)

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de viser "l'article 104, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, rétabli par la loi du 7 juillet 2002".

2. L'avant-projet introduit une nouvelle mesure de protection ordinaire, à savoir "l'inscription à une adresse de contact".

L'exposé des motifs explique qu'il s'agit de "l'adresse à laquelle le témoin est officiellement inscrit sans toutefois y résider réellement". Il précise cependant que "(...) l'inscription d'une personne physique n'est pas valable pour une adresse de contact". Effectivement, aucune disposition de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ne permet une inscription à une adresse de contact.

Selon le fonctionnaire délégué, il s'agit d'une inscription aux registres de la population. En conséquence, outre l'abrogation de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 19 juillet 1991 précitée, prévue par l'article 6 de l'avant-projet, il y a lieu de prévoir expressément que la mesure en projet déroge à cette dernière loi.

Article 4

(article 104, § 2, 3/, en projet du même Code)

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de viser "l'article 104, § 2, alinéa 2, du même Code, rétabli par la loi du 7 juillet 2002".

.../...

2. L'avant-projet introduit une nouvelle mesure de protection spéciale, à savoir "l'octroi à la personne concernée d'une identité de protection temporaire".

Selon l'exposé des motifs, "La principale différence entre un changement d'identité et une identité de protection temporaire réside dans le fait qu'une identité de protection temporaire, outre son caractère provisoire et révocable, n'entraîne pas d'effets juridiques. Une identité de protection temporaire implique uniquement l'inscription dans le registre national (si le témoin protégé ne possède pas la nationalité belge, l'inscription sera réalisée dans le registre des étrangers), avec réception des documents afférents simplement à l'appui de l'identité de protection temporaire (par exemple, une carte d'identité, un permis de conduire, un passeport). Sous son identité de protection temporaire, le témoin protégé ne pourra donc pas se marier, ni déclarer la naissance d'un enfant, ni faire une déclaration de succession, ni acheter ou vendre des biens immobiliers, etc."

Cette intention n'est pas traduite dans le dispositif, qui devrait être adapté en conséquence.

En outre, il y a lieu de préciser sur quoi peut porter le changement temporaire d'identité : les noms et prénoms uniquement ou également la date et le lieu de naissance.

Article 5

(article 106 en projet du même Code)

1. Il convient de mieux faire apparaître comment l'article 106 en projet s'articule avec l'article 104, § 2, alinéa 2, 2/, du Code d'instruction criminelle étant donné que l'article 104, § 2, prévoit que c'est la Commission de protection des témoins qui octroie la mesure de protection de changement d'identité, alors qu'à l'article 106 en projet, le changement de nom, des prénoms, de la date et du lieu de naissance est autorisé par le ministre de la Justice sur proposition de la même Commission.

2. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de préciser que l'article 106 du même Code a été rétabli par la loi du 7 juillet 2002.

3. Selon l'exposé des motifs, la procédure de changement d'identité ne s'applique qu'aux Belges Il y a lieu de le préciser dans le texte de l'avant-projet.

De même il y a lieu de préciser dans le texte même de l'avant-projet, et non pas uniquement dans l'exposé des motifs, que, d'après sa nouvelle identité, la personne doit être née en Belgique et que la modification de la date de naissance doit être minimale.

4. La question se pose de savoir si la mention envisagée au paragraphe 3, alinéa 3, n'est pas de nature à mettre en danger la personne concernée et si, ce faisant, elle cadre bien avec les objectifs de l'avant-projet.

Article 6

(abrogation de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 19 juillet 1991)

Il y a lieu d'écrire, *in fine*, "inséré par la loi du 7 juillet 2002, est abrogé".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
	G. KEUTGEN,	assesseur de la section de législation,
	G. DELANNAY,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

G. DELANNAY

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.015/2
VAN 19 APRIL 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 23 maart 2010 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de bescherming van bedreigde getuigen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Dispositief

Artikel 2

(ontworpen artikel 103, § 4, van het Wetboek van Strafvordering)

1. In de inleidende zin behoort te worden aangegeven dat artikel 103 hersteld is bij de wet van 7 juli 2002 en gewijzigd is bij de wet van 20 juni 2006.

2. Bij het voorontwerp wordt aan de minister van Justitie en aan de minister van Binnenlandse Zaken de bevoegdheid opgedragen om de bijzondere maatregelen te treffen die strikt noodzakelijk zijn om te allen tijde de afscherming van de identiteit en de veiligheid te waarborgen van de politieambtenaren bedoeld in artikel 103, paragrafen 2 en 3, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering, namelijk de politieambtenaren die belast zijn met de coördinatie van de bescherming (Getuigenbeschermingsdienst bij de Algemene Directie Gerechtelijke Politie) en de politieambtenaren die belast zijn met de tenuitvoerlegging van de bescherming (directie van de speciale eenheden van de federale politie).

Krachtens artikel 103, § 3, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering wordt voor de tenuitvoerlegging van de bescherming van gedetineerden binnen de gevangenis evenwel gezorgd door het Directoraat-generaal der Strafinrichtingen.

.../...

De wetgever behoort na te gaan of er geen grond bestaat om de bevoegde minister te machtigen tot het treffen van de bijzondere maatregelen die strikt noodzakelijk zijn om te allen tijde de afscherming van de identiteit en de veiligheid te waarborgen van de ambtenaren bedoeld in artikel 103, § 3, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering. Hoewel die ambtenaren zich niet in dezelfde situatie bevinden als politieambtenaren, lijkt het immers niet uitgesloten dat ten aanzien van hen beschermingsmaatregelen getroffen dienen te worden, ongeacht of die al dan niet identiek moeten zijn aan die welke voor politieambtenaren gelden.

Artikel 3

(ontworpen artikel 104, § 1, 17/, van hetzelfde Wetboek)

1. In de inleidende zin behoort te worden verwezen naar "artikel 104, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 7 juli 2002".

2. Bij het voorontwerp wordt een nieuwe gewone beschermingsmaatregel ingevoerd, namelijk "het inschrijven op een contactadres".

In de memorie van toelichting wordt uitgelegd dat het gaat om "het adres waar de getuige officieel wordt ingeschreven, zonder er echter werkelijk verblijf te houden". In de memorie van toelichting wordt evenwel aangegeven dat "(...) de inschrijving van een natuurlijke persoon niet geldt voor een contactadres". Immers, geen enkele bepaling van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen maakt inschrijving op een contactadres mogelijk.

Volgens de gemachtigde ambtenaar gaat het om inschrijving in het bevolkingsregister. Bijgevolg dient niet alleen artikel 1, § 3, van de voormelde wet van 19 juli 1991 te worden opgeheven, wat bij artikel 6 van het voorontwerp geschiedt, maar behoort eveneens uitdrukkelijk te worden bepaald dat de ontworpen maatregel van laatstgenoemde wet afwijkt.

.../...

Artikel 4

(ontworpen artikel 104, § 2, 3/, van hetzelfde Wetboek)

1. In de inleidende zin behoort te worden verwezen naar "artikel 104, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 7 juli 2002".

2. Bij het voorontwerp wordt een nieuwe bijzondere beschermingsmaatregel ingevoerd, namelijk "het toekennen van een tijdelijke beschermingsidentiteit aan de betrokken persoon".

In de memorie van toelichting staat in dat verband het volgende te lezen : "Het belangrijkste verschil tussen een identiteitswijziging en een tijdelijke beschermingsidentiteit is dat een tijdelijke beschermingsidentiteit, naast uiteraard het tijdelijk en herroepbaar karakter ervan, geen rechtsgevolgen met zich meebrengt. Zij impliceert enkel de inschrijving in het rijksregister (indien de bedreigde getuige niet de Belgische nationaliteit bezit een inschrijving in het vreemdelingregister) gepaard gaande met het ontvangen van de daaraan gekoppelde documenten ter loutere ondersteuning van de tijdelijke beschermingsidentiteit (bijvoorbeeld een identiteitskaart, een rijbewijs, een paspoort). De beschermde getuige zal dus niet kunnen huwen onder zijn tijdelijke beschermingsidentiteit, noch de geboorte van een kind onder zijn werkidentiteit aangeven, geen aangifte van erfopvolging kunnen doen, geen onroerende goederen kopen of verkopen, enz".

Die bedoeling komt niet tot uiting in het dispositief, dat dienovereenkomstig aangepast zou moeten worden.

Voorts zou aangegeven moeten worden waarop de tijdelijke verandering van identiteit betrekking kan hebben: alleen op de naam en de voornamen of eveneens op de datum en plaats van geboorte.

Artikel 5
(ontworpen artikel 106 van hetzelfde Wetboek)

1. Er behoort beter te worden aangegeven hoe het ontworpen artikel 106 van het Wetboek van Strafvordering aansluit bij artikel 104, § 2, tweede lid, 2/, doordat in artikel 104, § 2, wordt bepaald dat het de Getuigenbeschermingscommissie is die de beschermingsmaatregel verandering van identiteit toestaat, terwijl in het ontworpen artikel 106 wordt bepaald dat de verandering van de naam, de voornamen, de geboortedatum en -plaats toegestaan wordt door de minister van Justitie op voorstel van dezelfde Commissie.

2. In de inleidende zin behoort te worden aangegeven dat artikel 106 van hetzelfde Wetboek hersteld is bij de wet van 7 juli 2002.

3. Volgens de memorie van toelichting is de procedure van identiteitsverandering alleen van toepassing op Belgen. Dat zou in de tekst van het voorontwerp aangegeven moeten worden.

Evenzo dient in de tekst zelf van het voorontwerp, en niet alleen in de memorie van toelichting te worden vermeld dat de persoon volgens zijn nieuwe identiteit in België geboren moet zijn en de wijziging van de geboortedatum minimaal dient te zijn.

4. De vraag rijst of de vermelding die in paragraaf 3, derde lid, in het vooruitzicht wordt gesteld de persoon in kwestie niet in gevaar kan brengen en of ze in dat opzicht wel aansluit bij de doelstellingen van het voorontwerp.

Artikel 6

(opheffing van artikel 1, § 3, van de wet van 19 juli 1991)

Aan het slot van deze bepaling behoort te worden geschreven "ingevoegd bij de wet van 7 juli 2002, wordt opgeheven".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
	G. KEUTGEN,	assessor van de afdeling Wetgeving,
	G. DELANNAY,	toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

G. DELANNAY

Y. KREINS